

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 17 juillet 2024**  
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	31
• Voix	202
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	3
• Voix	29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	34
• Voix	231
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Programme d'actions - Administration finances - Programme d'actions 2023 - Modification de programme - Fiche n°35 bis - Solutions de stockages validées dans le cadre du projet de territoire du Midour - Phase 1 : études et maîtrise d'œuvre pour la constitution des dossiers d'enquête publique**

### Exposé des motifs :

Par délibération n°2023\_CS\_09 en date du 8 mars 2023, le comité syndical avait approuvé la fiche n°35 du programme d'actions 2023, relative à la phase 1 des études et de la maîtrise d'œuvre pour les solutions de stockages validées dans le cadre du PTGE Midour et arrêté ce programme à un montant de 805 475 € HT.

Aujourd'hui la réalisation de prestations techniques complémentaires sur le barrage de Maribot et sur le barrage de Lapeyrie sont nécessaires à la finalisation des études préliminaires et à l'élaboration de l'avant-projet. Le rendu de l'étude des débits écologiques hivernaux doit aussi être complété.

Les coûts des différentes phases d'études s'en trouvent donc modifiés :

Phases des études	Fiche n° 35	Fiche n° 35 bis
Etudes préliminaires	315 850 € HT	321 710 € HT
Avant-projet	225 000 € HT	225 000 € HT
Avenant pour la finalisation des études préliminaires et de l'AVP		140 030 € HT
Dossiers d'enquête publique	259 125 € HT	259 125 € HT
Accompagnement pendant l'enquête publique	5 500 € HT	5 500 € HT
<b>Total phase 1</b>	<b>805 475 € HT</b>	<b>951 365 € HT</b>

Vu la délibération n°2023\_CS\_09 de l'Institution Adour en date du 8 mars 2023 approuvant la fiche n°35 du programme d'actions 2023 relative à la 1ère phase d'études et maîtrise d'œuvre pour la constitution des dossiers d'enquête publique des solutions de stockage validées dans le cadre du projet de territoire du Midour,  
Considérant l'avancement de ces études et le besoin de prestations techniques complémentaires nécessaires à la finalisation des études préliminaires et à l'élaboration de l'avant-projet,

### LE COMITÉ SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### DECIDE

#### Article 1

- de rapporter la fiche n°35 du programme d'actions 2023,
- d'approuver le contenu de la fiche n°35 bis telle qu'annexée en remplacement de la fiche n°35,
- d'inscrire les crédits supplémentaires dans le cadre de la DM1 2024
- d'autoriser le président à solliciter les financements,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



## **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE



## FICHE DE PROPOSITION n° 35 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource en eau

### Intitulé de l'opération :

Solutions de stockages validées dans le cadre du projet de territoire du Midour : réhausses des réservoirs de soutien d'été (Maribot et Lapeyrie) et pompages complémentaires (Maribot, Lapeyrie, Charros et Arthez)

Phase 1 : études et maîtrise d'œuvre pour la constitution des dossiers d'enquête publique

### Zone d'influence :

Midour gerso et landais

### Description de l'opération :

#### **Origine - contexte**

Les études quantitatives menées dans le cadre du projet de territoire du Midour ont révélé la nécessité :

1/ de sécuriser le remplissage de 4 réservoirs de soutien d'été actuels (Maribot, Lapeyrie, Charros et Arthez), par la mise en œuvre de pompages complémentaires : actuellement, les 3 réservoirs amont gerso (Maribot, Bourguès et Lapeyrie) se remplissent une année sur deux, et les 2 réservoirs landais sept années sur dix.

À l'horizon 2050, compte tenu de la sollicitation plus importante due à la baisse des débits d'été et l'augmentation des évapotranspirations, il n'y aura quasiment plus de report interannuel, ce qui accentuera le déficit de remplissage, estimé à 2,1 Mm<sup>3</sup> (dont 0,7 pour Maribot, 0,4 pour Lapeyrie, 0,6 pour Charros, 0,4 pour Arthez).

2/ de stocker 1,1 Mm<sup>3</sup> supplémentaires dont 700 000 m<sup>3</sup> consacrés à la gestion pluriannuelle permettant de satisfaire les besoins à l'été malgré un hiver sec et un non remplissage effectif des ouvrages, sans augmentation des autorisations d'irrigation.

Ces volumes sont à répartir sur les trois types de solutions en fonction de l'étude de faisabilité.

Afin de valoriser au maximum les sites des réservoirs de soutien d'été existants et de limiter le nombre de nouveaux sites de stockage en retenues déconnectées (règle du SAGE Midouze), les solutions consistent en des réhausses optimisées des réservoirs de soutien d'été de Maribot (0,4 à 0,5 Mm<sup>3</sup>) et de Lapeyrie (0,2 Mm<sup>3</sup>), complétées par 2 ou 3 retenues déconnectées situées sur les bassins 2 (aval Riberette), 4 et 5 (secteurs Nogaro et Laujuzan) pour un volume cumulé de 0,4 à 0,5 Mm<sup>3</sup> (scénarii D à F des solutions de stockage) : l'objectif est de stocker la ressource au plus près des usages pour améliorer l'efficacité de gestion, tout en garantissant la gestion pluriannuelle par stockage du volume correspondant dans les 2 réservoirs de soutien d'été réhaussés, pour garantir le « multi-usages ».



Ces pompages complémentaires - action MRC2a - et réhausses - action MRC2b - s'accompagneront des mesures d'évitement ou de réduction des impacts sur les milieux de prélèvement et de rejet :

- puits en berge, station de pompage alimentée par panneaux solaires, adaptation du débit à la capacité hydrologique du cours d'eau source (à préciser lors de l'étude d'impact) ;
- canalisation vers le réservoir en suivant au maximum les voiries (sous accotements) ;
- création de bassins tampons (filtres plantés de roseaux...) avant le rejet dans le réservoir pour préserver la qualité des eaux par piégeage des sédiments et permettre une relative épuration physico-chimique.

Pour les réhausses des réservoirs de soutien d'étiage de Lapeyrie et de Maribot, une plus grande capacité des équipements de pompages complémentaires sera nécessaire.

Afin de garantir la mutualisation des ressources stockées, une gestion coordonnée et efficiente, la satisfaction des différents usages, l'ensemble de ces stockages structurants sera géré à l'échelle du bassin versant par l'Institution Adour. Cette gestion mutualisée de la ressource s'appuiera sur la mutualisation des coûts, répartis à l'échelle des axes réalimentés pour la compensation des prélèvements (3 000 ha de surfaces autorisées en cours d'eau sur le bassin versant du Midour) et sur les différents usages.

Usage salubrité : contribution au débit consigne à Laujuzan (80 l/s) qui permet d'assurer une partie du débit de dilution nécessaire de la STEP de Nogaro = 160 l/s.

Pour le réservoir de Maribot, le projet de réhausse envisagé va intégrer le confortement pérenne du talus aval et rétablir la stabilité globale du barrage.

Pour le réservoir de Lapeyrie, le projet de réhausse envisagé va intégrer le confortement du parement amont.

### ***Buts de la phase 1***

Réaliser les études préalables (techniques, environnementales, foncières ou encore réglementaires) en vue de constituer le dossier d'enquête publique conjoint.

### ***Contenu de la phase 1***

Etudes et maîtrise d'œuvre jusqu'à l'élaboration du dossier d'enquête publique conjoint complet.

- Etudes préliminaires : techniques (hydrologie, géotechnie, topographie), environnementales, foncières, réglementaires (sécurité des ouvrages)
- AVP
- Constitution du dossier d'enquête publique
- Accompagnement pendant l'enquête publique

### ***Calendrier phase 1***

Délais estimatifs 26 mois

-1ère phase d'études et maîtrise d'œuvre pour constitution du dossier réglementaire : 15 mois (avril 2023/juillet 2024)

-instruction du dossier par les services de l'État : 11 mois (août 2024/juin 2025)

### **Coût prévisionnel phase 1 : 951 365 € HT (hors ingénierie Institution Adour)**

Études préliminaires	321 710 € HT
Avant-projet	225 000 € HT
Avenant pour la finalisation des études préliminaires et de l'avant-projet	140 030 € HT
Dossiers d'enquête publique	259 125 € HT
Accompagnement pendant l'enquête publique	5 500 € HT

L'ingénierie de l'Institution Adour est financée au travers des charges générales de fonctionnement avec une aide de 70% de l'agence de l'eau Adour-Garonne au titre de l'animation du PTGE Midour.

Pour info le coût prévisionnel de la MOE phase 2 incluant les phases PRO, ACT, VISA, DET, AOR, suivi et auscultation des ouvrages pendant la première phase de mise en eau, rédaction de nouvelles consignes écrites et accompagnement à la communication sur les projets est estimé à 490 812 € HT.





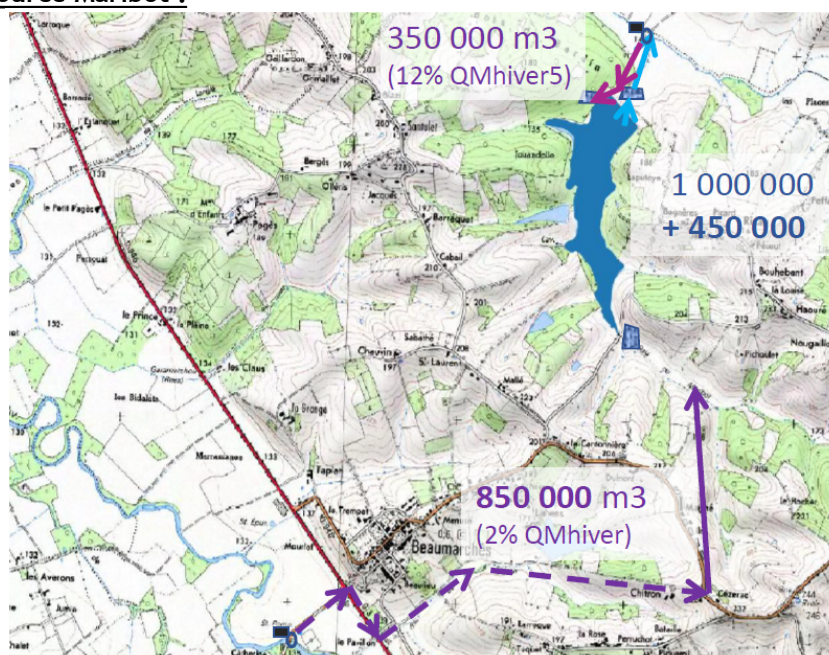
Le coût total de la maîtrise d'œuvre est donc estimé à 1 442 177 € HT (pour un coût des travaux estimé à 12 040 000 € HT).

**Plan de financement prévisionnel phase 1 :** (ajusté suite à l'avenant 3 au marché de MOE)

	Montant de dépenses éligibles € HT	Taux de subvention	Montant Subvention
Agence de l'eau Adour-Garonne (1)	805 475 €	70 %	563 832,50 €
Région Nouvelle-Aquitaine / FEADER Nouvelle-Aquitaine	518 000 €	10 %	51 800,00 €
Agence de l'eau Adour-Garonne (2)	145 890 €	70 %	102 123,00 €
Autofinancement			233 609,50 €
Département du Gers (45%)			105 124,27 €
Département des Landes (55%)			128 485,23 €
<b>TOTAL</b>			<b>951 365,00 €</b>

**Plan de situation :**

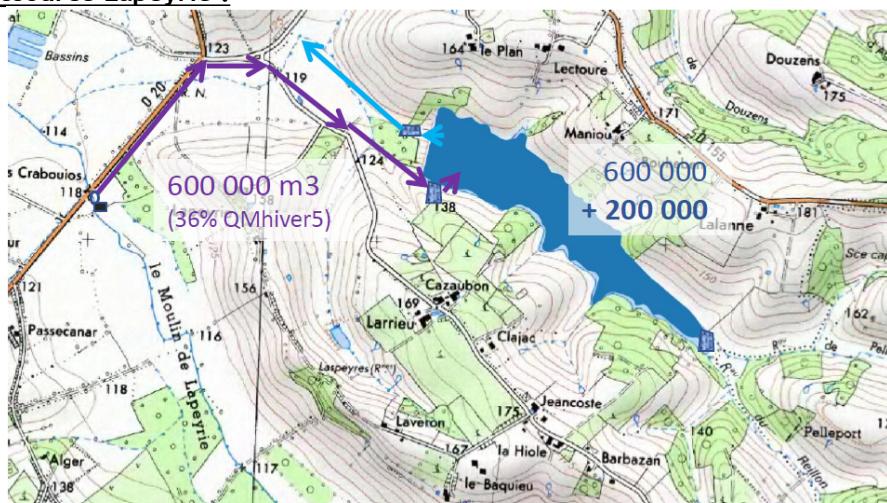
**Projet de ressource Maribot :**



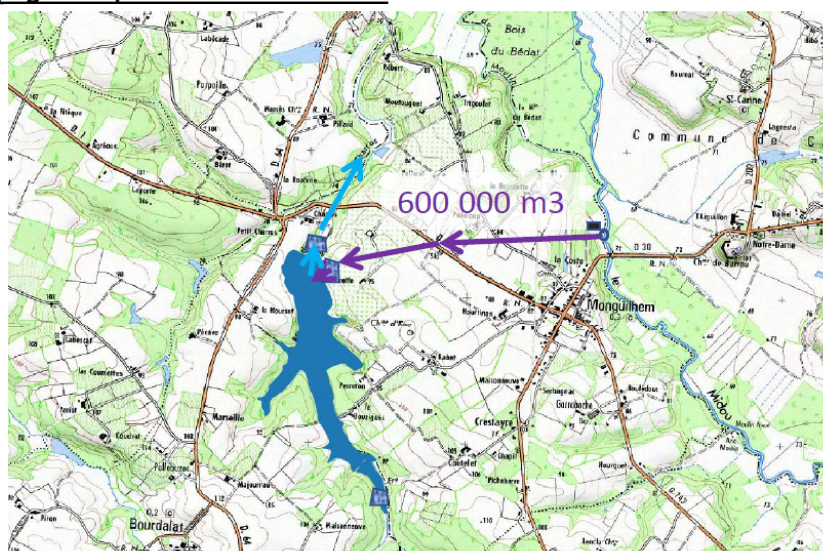




### Projet de ressource Lapeyrie :



### Projet de pompage complémentaire Charros :



### Projet de pompage complémentaire Arthez :

